

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE POUR LES ENTREPRISES

DATE DE DÉPÔT DES DEMANDES : Les demandes peuvent être transmises jusqu'au **1er mars 2021** à portesdelacreuse.developpement@orange.fr

ENTREPRISE :

Raison sociale (Nom de l'entreprise) :

.....

Nom(s) et Prénom(s) du/des Gérant(s) :

.....

Date de création ou de reprise de l'entreprise :

Date de début d'activité :

N° de SIREN/SIRET :

Code APE :

Activité(s) principale(s) de l'entreprise

Structure juridique de l'entreprise (EURL, EURL, EI, SA, SAS, SARL...) :

Adresse du siège social de l'entreprise :

Code postal :

Commune :

Téléphone :

Courriel :

Site Internet :

PIÈCES À FOURNIR :

- Ce formulaire de demande renseigné, daté et signé par le responsable.
- Justificatif de création d'activité INSEE SIREN
- Relevé d'identité bancaire professionnel.

Pour les entreprises ne rentrant pas dans les critères d'éligibilité :

- Lettre de motivation
- Tout document qui semble nécessaire pour l'instruction de la demande

IMPORTANT: Pour permettre le traitement du dossier, chaque document doit être scanné indépendamment.

ENGAGEMENTS :

- Je demande à bénéficier de l'aide au soutien des entreprises de 1 000 €, octroyée par la Communauté de communes Portes de la Creuse en Marche, au titre du dispositif d'aides au retour et soutien d'activités des entreprises du territoire communautaire suite à la crise sanitaire de la COVID 19.
- J'atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et dans les pièces jointes en annexe.
- J'atteste avoir repris mon activité dès la levée de la fermeture administrative.
- J'atteste sur l'honneur être à jour dans les obligations fiscales et sociales (tenant compte des reports exceptionnels accordés par l'Etat dans le cadre de la crise covid-19).
- J'atteste sur l'honneur que l'entreprise pour laquelle je demande l'aide ne se trouvait pas antérieurement à la date du 1er mars 2020 en cessation de paiement, dépôt de bilan, redressement judiciaire ou procédure de sauvegarde*.
- Je m'engage à fournir toute pièce complémentaire jugée utile par les services compétents pour instruire ma demande et suivre la réalisation de l'opération, et à signaler au Service Développement de la Communauté de communes toute erreur que je constaterais dans le traitement de ma demande.
- Je suis informé(e) que cette aide publique est considérée comme procurant un avantage à l'entreprise bénéficiaire par rapport à d'autres entreprises. Le montant d'aide publique par entreprise est limité par le droit européen. Je suis informé(e) que l'aide sollicitée relève du régime de soutien aux entreprises SA 57299 (ex SA 56985 régime temporaire approuvé par la Commission européenne conformément à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne).

*L'article 441-6 du code pénal punit de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage indu.

Il est rappelé que la demande d'une aide à la Communauté de communes ne constitue pas un droit pour le demandeur.

Je, soussigné(e) Prénom et NOM :

Fonction du signataire :

Fait à :

Le : / /

Signature et cachet de l'entreprise :

Cadre réservé à l'administration

Numéro de dossier :

Date de réception :

Instructrice :

Validé en commission économique le :

Signature :